

EFFORT POUR LA CONSOLIDATION DE L'ÉTAT ROUMAIN UNI

(editor: Gh. BUZATU)¹

Nicolae IORGA²

Dans la guerre du monde entier la victoire ne pouvait pas être gagnée par un seul. Au moment de la récompense pour le droit qui avait été poursuivi par les armes, chacun devait avoir une place correspondant sans doute à sa victoire – car d'autres étaient appelés seulement au sacrifice qu'ils savaient, ou qu'ils devinaient être sûr – mais conformément aussi à tout ce qu'on avait jeté dans la balance, à toutes les souffrances et les pertes.

Mais de tous côtés venaient des demandes, quelquefois sur le même objet, de sorte que la paix qui devait être conclue – après que la Bulgarie, dont le roi était maintenant en exil, et la Turquie avaient quitté la lutte, après que l'Autriche-Hongrie était en pleine révolution de dissolution, et depuis que l'Allemagne, jadis si pleine de confiance, en était arrivée à un armistice sollicité et que Guillaume II avait passé la frontière en Hollande, – cette paix devait être particulièrement difficile, bien qu'en définitive s'imposait comme arbitre, du fait que son apport avait été décisif, la décision du penseur et historien qu'était le président américain Wilson.

La présence à la tête du gouvernement français de l'opiniâtre Breton Clémenceau qui, passant aussi par-dessus la tête de Poincaré, avait gagné la victoire par la fermeté de sa foi, n'était pas cependant, par certains côtés de son tempérament violent, une garantie pour une entente rapide et prudente entre les oppositions qui devaient se produire, et Lloyd George, d'un caractère semblable, ne présentait pas plus de sérénité. Il n'y avait plus un Alexandre Ier de Russie, un Napoléon III, un Bismarck, comme aux autres congrès européens pour représenter celui dont personne ne pouvait enfreindre la volonté; et enfin, l'ancienne «Europe» du «concert» avait disparu, avec les sept grandes Puissances au-delà desquelles il y avait seulement de faibles voix de plaintes. Maintenant dans l'œuvre commune, à laquelle les petits avaient eu la partie la plus difficile et avaient, parfois,

¹Prof. univ. Dr., Université de Bucarest, Membre correspondant de l'Académie des Scientifiques de Roumanie.

²N. Iorga, *Histoire des Roumains et de la Romanité Orientale*, X, *Les réalisateurs de l'Unité Nationale*, Bucarest, 1945, livre III/chapitre I – *Le Problème de la Paix et des Alliances*.

déterminé le résultat par leur intervention et leur persistance, tant d'États étaient nécessairement convoqués eux aussi; et leurs intérêts étaient très souvent opposés. À cela s'ajoutait aussi le fait que, parce que la guerre commencée par les États pour des buts politiques s'était transformée en une guerre de nations, – et comme ces nations, cherchant la forme de leur liberté, avaient quelquefois des chefs si dignes du respect général, comme le penseur Masaryk, représentant des Tchèques, de ce qu'on appelait maintenant la Tchéco-Slovaquie, Masaryk, qui avait paru aussi à Jassy aux moments les plus difficiles, avec la décision parfaite d'une vision précise, – la mission [des diplomates] qui consultaient pour la première fois les hommes de science, (comme ce fut le cas, pour les frontières roumaines, du savant géographe français Emmanuel de Martonne), en devenait encore plus délicate. De grandes formations séculaires comme l'Autriche-Hongrie devaient se dissoudre par le processus même de dissolution intérieure et d'anarchie complète; et il fallait trouver, aux éléments vivants qui s'étaient affirmés, une stabilisation. Et cette stabilisation qu'aucun esprit prévoyant, – après les immenses souffrances de la guerre technique contre les civils aussi affamés, – ne pouvait admettre comme un provisorat hâtif, se heurtait à ces interpénétrations, à cette pénétration réciproque souvent indissoluble, résultant des conquêtes et des colonisations anciennes et nouvelles, des processus naturels ou voulus de dénationalisation après une longue vie commune, de l'habitude contractée, par des races différentes, de vivre dans cette communauté, et enfin des nécessités économiques indestructibles qui s'étaient imposées.

À ce congrès ne pouvait évidemment pas se présenter un gouvernement roumain composé de généraux, de fonctionnaires, et de retraités, bien que les membres du cabinet Coandă, nommé pour affirmer le retour de la Roumanie dans la grande famille des vainqueurs, s'occupât sérieusement de ses décrets-lois, – le Parlement Marghiloman ayant été déclaré inexistant, – des futures élections, sous lesquelles se glissa, comme aussi dans la nomination des fonctionnaires, la persistante volonté des libéraux; Coandă s'intéressa même à l'œuvre des réformes, gâtée sous le gouvernement conservateur par les idées agraires pratiques, mais certainement injustes, de Garoflid, œuvre qu'un Poni, avec sa vaste expérience, pouvait comprendre dans ses détails qui devaient être maintenant légifères autrement. Il fallait donc congédier le provisorat ministériel qui se faisait des illusions sur l'avenir. Parmi ceux qui partirent à l'improviste, certains officiers le firent avec le sentiment d'avoir accompli un ordre suprême: seul Grigorescu considéra cette mesure de caractère politique comme une offense et, excité par l'exemple du général Averescu, il essaya d'un groupement de parti composé d'autres mécontents¹, que du reste sa maladie et sa mort prématurée firent dissoudre.

¹Voy. Iorga, loc. cit., p. 146.

Il semble que le roi ait demandé à Jean Brătianu un ministère national, contenant aussi des éléments pris parmi les chefs transylvains, qui avaient déjà parus à Bucarest¹, et avec Iorga. Les premiers donnèrent quelques ministres sans influence, comme Vaida Voévode, Maniu, Étienne C. Pop, et Vasile Goldiș, ancien professeur d'histoire et homme de conceptions théoriques; quant à Iorga, il refusa sa participation à un cabinet que la nature dictatoriale de Jean Brătianu entendait comme devant se soumettre à ses seuls suggestions.

Ainsi le nouveau ministère fut formé de personnalités connues, parmi lesquelles beaucoup, comme Jean G. Duca, n'avaient pas eu, surtout pendant les derniers temps, confiance dans le résultat final. Il manquait seulement le doux Porumbaru, qui certainement n'avait eu aucune culpabilité, et Morțun, dont la totale insuffisance avait été prouvée. Mais on conservait Pherekyde qui avait évité, lui aussi, toute immixtion dans les affaires de la Guerre; et Alexandre Constantinescu, le seul qui, par sa conviction, son action et sa capacité avait mérité sa place. L'Intérieur avait été confié à Georges Mârzescu, un jeune, dans la maison duquel, à Jassy, le parti avait tenu ses séances, et qui, sous la pression des événements, avait terminé une maturité politique extraordinaire, étant certainement le plus compréhensif et le plus autoritaire des jeunes libéraux. Le grand souci de ce ministère était celui de la reconnaissance de la Roumanie comme belligérante. La Boucovine était représentée par *J. Nistor* et la Bessarabie par *Inculeț*. Depuis longtemps, un professeur, *Alexandre Lapedatu*, avait été envoyé à Paris pour donner des informations; et la Bessarabie aura comme représentant officiel de son autonomie *Jean Pelivan*. Mais pour vaincre les grandes difficultés, il fallait d'autres efforts.

Brătianu, dans son orgueil, voulait une seule chose: la Roumanie devait réclamer l'accomplissement des promesses précises faites en 1914, et personne ne pourrait prendre en son nom l'engagement de changer ses frontières. Il ne voulait pas savoir que Take Ionescu avait déjà négocié avec Pachitch, le chef d'une Yougoslavie, – dans laquelle, par leur volonté proclamée solennellement, étaient entrés aussi les Croates et les Slovènes, – et qu'il avait consenti à un partage du Banat. Toutes relations avaient cessé avec ceux de Paris, entre lesquels des hommes comme Thomas Stelian, parmi les libéraux, comme le professeur Ermile Pangrati, à côté des intimes du chef des conservateurs, comme Paul Brătășanu, et parmi les Transylvains, sans influence dans l'action politique entreprise, Octavian Goga, venu d'Odessa. Un groupe de Roumains qui se considéraient et s'étaient intitulés «le vrai gouvernement du pays» après les négociations de paix, étaient ainsi totalement négligés, passant par dessus tout ce qu'ils avaient pu admettre et

¹Les libéraux avaient essayé dès l'assemblée d'Alba-Julia, par leurs agents, de gagner le nouveau facteur politique transylvain dont ils ne soupçonnaient pas même les ambitions, pour le moment cachées.

promettre¹.

On n'employait pas même, pour les rapports avec l'Italie, les liens qu'y avaient établis les chefs de la Légion roumaine, composée de prisonniers austro-hongrois, comme Valère Pop, et le professeur Siméon Mândrescu². Sur la question du Banat, partagé entre Roumains et Serbes, il avait refusé au chargé d'affaires yougoslave, un ami, après le départ du dur Marincovitch, Anastasievitch, d'origine sans doute roumaine, toute discussion. *Il est vrai que d'autre part, le Banat se trouvait sous la terreur des occupants Serbes*³, l'armée serbe qui ne put être que difficilement amenée à quitter la région de Lugoj et de Caransebeș, conserva bien tard Timișoara même, malgré l'intervention de Berthelot⁴. *On répondit, du côté des Roumains, en présentant à Paris aussi la question des Roumains du Timoc*, et Pachitch répliqua que: pour le moment, il est question du partage de la Hongrie et non de celui de la Serbie. De son côté Brătianu, à Belgrade, où il avait dû s'arrêter, ignorant Protitch le lieutenant de Pachitch, avait cherché à obtenir une cession totale du Banat de la part du roi Alexandre, qui le renvoya à son ministre et demandait, certainement ironiquement, s'il ne consentirait pas à lui laisser au moins la zone de défense de Belgrade⁵.

Avec son traité en poche, – après que Victor Antonescu eut réussi à le faire admettre comme valable par Clémenceau⁶, – le président du Conseil était parti seul et sûr à Paris, où les Roumains eux-mêmes lui avaient préparé un très mauvais accueil, que ses façons impérieuses transformèrent, chez certains facteurs étrangers, en une adversité ouverte, contraire aux vrais intérêts du pays.

Pendant son absence, et il n'avait pas même laissé un remplaçant avec autorité, mais heureusement il y avait le nouvel état-major de l'aimée, la situation

¹Voy. aussi Xenî, *Take Ionescu*; cf. R. Seișanu, *Take Ionescu*. Et la brochure récente de Georges Brătianu, qui veut excuser l'attitude de son père au Congrès de la paix, même s'il s'était mis par-dessus ces réclamations, que nous venons de présenter dans le texte, à la tête d'une vraie coalition d'opposition qui devait lui susciter, de la part de Clémenceau et des autres facteurs dirigeants, une adversité correspondante. Le moment même de cette publication, *au milieu d'une nouvelle guerre*, pendant laquelle l'opinion publique roumaine était restée fidèle à ses souvenirs et à ses devoirs de gratitude, n'était certainement pas un acte de discrétion et de délicatesse.

²Voy. surtout l'article du premier, dans *Revue de Transylvanie*, III, 1938, et le livre de l'autre sur son activité en Italie.

³Voy. les déclarations d'Etienne C. Pop, qui parle aussi de son rôle dans l'écartement de la tentative des Magyars de garder néanmoins cette province; Iorga, loc. cit., pp. 150-151. Cf. Mihail Groșianu, *Revoluția anului 1918 din Oravița-Caraș și proclamația întregirii națiunii române, Oravița, la 4 Noembrie 1918*, Timișoara, 1935; aussi la brochure, parue à Paris, de M. Sève Bocu sur le Banat: *La question du Banat*, 1919.

⁴Iorga, loc. cit., p. 155.

⁵Les déclarations de Take Ionescu en 1922; Iorga, ouvr. cité, III, pp. 265-266.

⁶*Ibid.*, p. 126.

en Transylvanie n'était pas décidée. *La ligne française avait été passée par les troupes roumaines, complètement refaites par un nouveau miracle des énergies cachées de la race, et elles étaient bien équipées.* On avança, mais non sans résistance, pendant ce dur mois de janvier 1919, vers le lointain point à l'ouest de Zălau, sans y être autorisé par personne. Dans certains coins, comme à Petroșani, centre des mines de charbon, la population magyare résistait énergiquement. Et, à Pest, le commissaire français Vyx, complètement gagné par les Hongrois, envoyait l'ordre de conserver en Transylvanie l'administration hongroise¹. L'apparition à Vârșeț, à Arad, à Cluj, de quelques officiers français paraissait être destinée à rappeler les Roumains aux limites fixées; à Arad, on avait permis au général hongrois Soss de passer, devant les officiers français, la revue de ses troupes avides de revanche et de reconquête; à Șiria, il y eut un vrai massacre des Roumains, de même qu'à Vașcău. Zălau fut réoccupé momentanément par les Hongrois et sur les rives du Criș blanc, étaient repoussées les gardes roumaines formées par les démobilisés transylvains. Une enquête américaine s'ajouta elle aussi². À Oradea commandait encore un général Kratochvil, qui avait fait chercher le chef roumain, Aurel Lazăr, l'une des plus belles figures de Roumain de cette région, pour lui préparer la même fin qu'au martyr de Béiuș. Parmi les ministres transylvains, – en ce moment même, s'était éteint le vieux président de leur parti, (février 1919), – on était arrivé à un état de vraie panique; en février également on arrêta M-me Clara Maniu, la mère du chef transylvain, avec sa fille et sa nièce. Parmi les Transylvains, des appréhensions pour l'avenir étaient ressenties à Sibiu, car l'appui moral des troupes françaises manquait totalement.

On arriva difficilement à une nouvelle ligne de démarcation qui laissait cependant de côté les villes de l'ouest: Satu-Mare, Oradea, Careii Mari et Arad, où se préparait, avec les Szekler féroces, l'attaque contre les Roumains³. *Mais les Saxons, qui avaient voté la réunion à la Roumanie, envoyaient à Bucarest une mission pour assurer de leur loyauté*⁴. Les représentants de ces Allemands de Transylvanie avaient laissé à Iorga pleine latitude pour supprimer tout ce qui lui semblait dépasser les convenances momentanées, en fait de réforme nationale, et

¹Voy. les explications du général Mărdărescu, *Campania pentru desrobirea Ardealului și ocupația Budapestei (1918-1919)*, Bucarest.

²Les missions scientifiques de Nicholas Roosevelt et Coolidge; Iorga, loc. cit., p. 170. Le premier montrait à Iorga que «la Roumanie a toujours eu les sympathies et l'admiration de l'Amérique; et l'Amérique désire qu'elle réalise ses aspirations nationales»; *ibid.*, p. 171. Bien différente était l'attitude du commissaire militaire américain à Budapest, dont les calomnies brutales sont rejetées par le général Mărdărescu (voy. plus haut note 9).

³Les assurances de Berthelot; *ibid.*, pp. 167-169. Lui était resté le même, interdisant le drapeau hongrois à Brașov; mais Franchet d'Esperey n'avait pas toujours la même attitude; *ibid.*, pp. 169-170, 171-172.

⁴Iorga, p. 159. Leur brochure a été imprimée avec une préface de Iorga.

il usa de cette permission¹.

Et, dans la question de la Boucovine, on pouvait observer un fléchissement à l'avantage des Ruthènes, qui existait même aussi, pour certaines parties au-delà du Pruth, chez les nouveaux gouvernants roumains². L'état de siège s'imposa dans cette province.

Dans la Dobroudja on avait permis l'entrée des troupes roumaines, en dépit de l'ancien bruit que l'Entente avait reconnu aux Bulgares le droit de souveraineté au Sud de la ligne Cobadin. Mais la population bulgare considérait la présence d'une armée vaincue comme un simple provisorat, et les Anglais qui étaient présents, s'appuyant sur l'idée de race, se montraient favorables à cette attitude; même des officiers français prenaient la défense des représentants d'une conquête récente.

À la fin, des infiltrations bolchévistes se produisirent au nord de la Bessarabie, et le général Poetaş fut leur victime, ainsi qu'une centaine des siens: trois villages payèrent pour ce crime. Mais à Nădăbăuţi il fallut livrer un vrai combat contre les bandes qui avaient des mitrailleuses et des canons. À un moment on perdit la possession de Hotin. Le nombre des rebelles morts s'éleva à deux mille, en grande partie des villageois ruthènes et roumains; on saisit leur matériel de guerre³. Pendant ce temps l'action française qui n'atteignit pas son but, continuait au-delà du Dniestre pour établir l'Ukraine des Alliés, et on employa aussi des troupes roumaines, comme à Tiraspol. Derrière la résistance bessarabienne, il y avait les grands propriétaires russes; à leur tête, un Krupensky, un Schmidt, de même que la propagande de l'antisémite nationaliste russe Pourichkevitch, maintenant à Odessa⁴. Les soldats français envoyés étaient, comme beaucoup de leurs camarades de Jassy et de Bucarest, complètement bolchévisés, et ils attaquaient même les Roumains.

À Paris, Brătianu avait trouvé le chaos. Créateur d'une «Ligue des Nations», Wilson croyait pouvoir dominer toutes les divergences par le moyen de laisser à cette création, encore mal organisée, le soin des frontières. À la demande du ministre roumain de faire exécuter les traités, on répondit par son renvoi à la «Commission des experts». Il fallut que le général Văitoianu aille à Paris présenter des informations nouvelles sur les intrigues contre la Roumanie. L'officieux libéral l'«Avenir» (*Viitorul*) en était arrivé à dénoncer publiquement la Conférence comme n'étant pas favorable aux Roumains. L'intervention

¹[Phrase ajoutée par l'auteur dans la traduction française] (Note éd.).

²*Ibid.*, p. 155. D. Țopa, *Românismul în regiunea dintre Prut și Nistru din fosta Bucovină*, Bucarest, 1928.

³Voy. aussi Iorga, loc. cit., p. 154; les déclarations du colonel Antonescu, sous-chef de l'état major.

⁴Berthelot était contre l'action en Russie; ses déclarations, *ibid.*, p. 167.

personnelle de la reine, qui acquit des amitiés précieuses, vint au secours de Brătianu qui reconnaissait que lui seul ne pouvait pas atteindre son but¹.

Pendant que la Conférence de la paix, qui n'avait pas trouvé de chef, ajournait ses décisions, l'esprit de vengeance des Hongrois préparait une grande offensive. Le gouvernement de Karoly, partisan peu sérieux de l'Entente, qui avait déchaîné la révolution radicale contre l'ancien régime, se retirait, en guise de protestation contre la ligne de démarcation, annonçant le déchirement territorial; et il permettait au communiste Bela Kún, fils de petit marchand juif de Transylvanie, de se saisir du pouvoir pour une œuvre de réfection de la Hongrie millénaire, fût-ce même sous le drapeau rouge, qui devait amener une entente avec les bolcheviques russes et une attaque contre la Roumanie du côté de l'Est. Parmi les défenseurs de ce communisme magyar, il y avait du reste, en dehors du chef même, beaucoup des éléments choisis parmi les prisonniers et envoyés de Russie pour ce but même. Lénine, chef du gouvernement russe, était salué par ce Budapest communiste comme «le chef du révolutionnarisme international».

Pour le moment, pendant que le prince Charles visitait la Transylvanie, les troupes hongroises entraient à Oradea et prenaient possession de tout le Bihor, chassant l'évêque Radu, jetant en prison le vicaire Ciorogaru, menaçant et déportant. L'initiative du roi, gravement offensé par ces violences, et qui avait maintenant à sa disposition 130.000 hommes bien préparés, sous une *conduite unique, celle du général Prezan et du colonel Antonescu*, amena, vers la mi-avril, une intervention militaire, avec la décision de passer par-dessus cette ligne de démarcation, derrière laquelle s'était organisée l'attaque. «J'ai observé», disait Ferdinand Ier au général français Franchet d'Esperey, «tout ce que réclamait la loyauté; mais il y a quelque chose au-dessus de la loyauté: le souci de la propre dignité»². Avec peu de pertes, on arriva jusqu'à Soborșin, l'avant-garde se dirigeant vers les villes refusées jusqu'alors; on occupa aussi Satul Mare, puis *Debreczin, Bekes-Csaba*, mais pas Arad. À ce moment Pherekyde³ parlait du chemin libre qui s'était ouvert, au moins aux Roumains, vers Budapest, et le roi le confirmait le jour du 10 mai.

De fait, à Paris, reconnaissant aussi les autres droits des Roumains, les villes n'étaient pas encore accordées, *attribuant cependant à la Roumanie Hustul dans le Maramuresch*, et, dans le Banat, Baziaș, tandis que les Serbes gagnaient Panciova et Biserica Albă.⁴

¹«Je n'aime pas les gens qui pleurent», disait Clémenceau à la reine en parlant de Brătianu; *ibid.*, p. 193 (déclarations du 22 avril).

²*Ibid.*, pp. 189-190.

³Il parlait aux siens, ainsi que nous l'assure son fils, de la «guerre déclarée à la Hongrie».

⁴Lettre de Lapedatu; *ibid.*, p. 192.

Brătianu était désespéré. On parlait maintenant d'un coup roumain dans le Banat. On cherchait l'organisation de certains mouvements de protestation à Bucarest, le gouvernement allant jusqu'à l'idée de retirer sa déclaration de Paris et même de restituer son mandat. Mais, en Boucovine, étant donnée la pénétration du bolchevisme en Galicie, on avancerait vers *Colomeia* et *Stanislavov*, dans l'ancienne *Pocutie* d'Étienne-le-Grand, d'Alexandre-le-Bon et de Pierre Rareș, qui devait être, pendant quelque temps, occupée par les Roumains. Le futur roi Habsbourg d'Ukraine fut amené comme prisonnier à Bucarest.

Mais l'avance roumaine fut arrêtée après une sommation des Alliés sur le front de l'Ouest à Solnok, où on avait rencontré quelques résistance. Tandis qu'on occupait enfin *Arad*, contre la volonté des officiers français, qui avaient été logés dans la forteresse¹, la Tisa ne put pas être passée et il fallut ajourner le défilé annoncé dans la capitale de la Hongrie. Une bonne armée disciplinée, pleine d'enthousiasme national, se dressa devant les Roumains. Mais, pour animer les troupes de ce front occidental, le roi et la reine allèrent visiter les nouveaux territoires occupés, jusqu'à Oradea, Careii Mari et Baia Mare, où ils furent reçus avec un grand enthousiasme, même par la population non roumaine qui redoutait une installation permanente des bolcheviques².

Pour le moment cependant, il fallait que les Roumains aillent appuyer les Tchécoslovaques puissamment attaqués qui se retiraient. On ne prévoyait pas qu'un second coup pouvait concerner la Roumanie elle-même. Les grands soucis venaient d'ailleurs. Une nouvelle décision du Conseil de Paris ramenait la question du Danube, imposait le paiement afférant de la dette austro-hongroise, le respect du droit des nationalités, conditions que le roi ne consentait à aucun prix à admettre dans leur totalité³. En même temps, *le gouvernement communiste de Budapest était reconnu à Paris et, par lui, on fit aux Roumains la sommation d'avoir à revenir à l'ancienne ligne de démarcation.*

Dès le mois de juillet 1919, à la suite du refus, le dictateur juif de la Hongrie rouge déclencha l'offensive, «au nom de la Conférence»⁴, en même temps qu'on essayait à Bucarest même, un mouvement communiste⁵. Par deux lignes de pénétration, à Szolnok et à Tokaj, les troupes hongroises se déversaient

¹Informations données par Goldiș; *ibid.*, p. 205.

²Témoignage du roi; *ibid.*, pp. 213-214.

³*Ibid.*, pp. 216-217. En ce qui concerne la Bessarabie, même après la faillite de la tentative «blanche» de l'amiral Koltchag [Kolceak], le Conseil de Paris écoutait le Russe Maklakov. Les Américains avaient proposé à Brătianu un plébiscite qu'il refusa; *ibid.*, p. 226.

⁴Pour ces luttes, aussi le témoignage du général Rasoviceanu; *ibid.*, pp. 222-223. Le ministre de France prévoyait cependant la possibilité que Budapest soit occupé par des Serbes et des Français; *ibid.*, p. 233. Cf. aussi Marghiloman, ouvr. cité, IV, p. 377.

⁵Iorga, loc. cit., p. 233.

tumultueusement vers la Transylvanie. On avait cru au commencement que les déloger des deux pointes était très facile; il fallut que, de nouveau, le couple royal aille montrer, sur le lieu de ces combats difficiles, sa confiance admirable, de nature mystique. On arriva ainsi, après une période de grands soucis, à la victoire plénière¹: quatre divisions hongroises capitulaient. Rien ne put empêcher ensuite *la tumultueuse avance de la cavalerie roumaine sous le général Rusescu qui, au commencement du mois d'août (1919), faisait enfin son entrée à Budapest*, sauvant toute une bourgeoisie qui avait été jusque là terrorisée. Quelques jours après, toute l'armée du général Mărdărescu prenait son quartier général dans la capitale de la Hongrie, où elle devait trouver une autre inimitié: *la jalousie des Alliés, qui avaient fait des calculs bien différents que renversait cette catastrophe politique, sans aucun horizon*. Le colonel italien Romanelli rivalisera dans ses piques journalières avec Vyx, et avec un commissaire américain dont les mémoires, parus après sa mort, contiennent les falsifications les plus hardies dans une forme brutalement offensante, contre une nation qui pouvait se payer maintenant non seulement des derniers comptes, mais des dettes qui dataient de plusieurs siècles². On envoya à Bucarest même le colonel anglais Yates, avec la sommation de rentrer dans la légalité conventionnelle. Toute réquisition était interdite; le butin pris aux Centraux devant être considéré comme «un gage commun».

La réponse de Brătianu qui, dans ces formes de protestation était d'une dignité supérieure, fut très belle mais, dans sa forme ironique, cassante, elle ne pouvait apporter aucun profit réel. Le sentiment de haute dignité du roi soutint cependant jusqu'au bout cette action de résistance dans laquelle il y avait surtout, pour le président du Conseil, la blessure de l'homme tout puissant qui était revenu de Paris comme un vaincu, à cause de l'opposition des autres, mais aussi à cause de son propre défaut de ne pouvoir jamais discuter avec personne et de ne pas renoncer à la formule sur laquelle, sans avoir consulté au moins ses amis les plus intimes, il s'était arrêté. Il est sûr que, dans une situation générale comme celle du mois de septembre 1919, et avec le bouillonnement continu des passions sociales, entretenu par plusieurs sources, – sur lesquelles nous reviendrons – il n'était pas tout-à-fait indispensable de chercher d'autres ennemis.

On en arrivera ainsi à une vraie psychose générale en ce qui concerne les clauses de Paris où cependant, *par les traités de 1920, de Saint-Germain pour l'Autriche, de Trianon pour la Hongrie, on établissait pour les Roumains, sinon sur la base du traité conclu en 1914 avec Brătianu, du moins sur les opinions des experts géographes, des frontières contenant la Transylvanie, la plaine à*

¹Pour le rôle que s'attribuait Al. Constantinescu, dans cette avance, voy. ses déclarations, *ibid.*, p. 226.

²Voy. la réponse citée du général Mărdărescu.

l'Occident jusqu'au-delà d'Orade et d'Arad, et la plus grande partie des Roumains de ces régions. Très peu nombreux étaient ceux qui, au commencement, comme Iorga, avaient cette opinion que *les minorités, qu'il était question d'accueillir comme protégées par des Puissances du dehors, qui ne pouvaient jamais intervenir solidairement* – et du reste aucun homme de bon sens et aucun vrai nationaliste ne pouvait penser à leur interdire le droit de conserver non seulement leur langue, mais aussi leur conscience, «*peuvent être prises dans une vie économique et financière puissante*», mais que «*si nous ne savons pas le faire, nous n'aurons pas mérité la grande Roumanie*»¹.

Brătianu alla jusqu'au bout, se retirant (en octobre). Et il ne laissa pas le pouvoir entre les mains de Cornélius Manolescu-Râmniceanu, qu'il considérait comme peu sûr, celui dont on avait parlé aussi à Jassy; mais, formant un ministère de généraux, avec un seul civil à la Justice, Emile Miculescu, il prit soin, à un moment où beaucoup de chefs militaires de la guerre se dirigeaient vers les clubs, qu'ils conservent des rapports avec son parti². En réalité, le nouveau président du Conseil, le général Văitoianu, prenant sa retraite, se joignait à cette puissante organisation³. On connaissait l'amitié qui unissait le digne combattant qu'avait été le général Popescu (le Sanitaire) à Alexandre Constantinescu. De tels liens ne manquaient assurément pas au général placé à l'Instruction publique, Lupescu. L'Agriculture était cependant confiée au général Popovici, qui n'avait pas d'attaches politiques.

Pendant que les élections étaient, dans une atmosphère asphyxiante⁴, la principale occupation de tous, on donnait, au nom du Comité de Paris, l'assurance qu'on consentirait à «interpréter» les clauses qui donnaient des soucis; mais, en même temps, on demandait impérieusement que les Roumains quittent Budapest et présentent des comptes pour les réquisitions, acceptant même un contrôle.

Le slogan des conditions imposées par le Conseil de Paris sera employé sans cesse pendant ces élections tumultueuses, les seuls sincères étant Cuza, qui avait repris les rapports rompus dans le Parlement de 1916-1918 avec Iorga, et ses adhérents, lorsqu'ils voyaient dans ce programme d'avenir, dirigé contre les «petites» nations, une faveur pour les Juifs, qui allait jusqu'à interdire le jugement des procès le samedi. Quand la nouvelle «Assemblée nationale» fut ouverte, le message, applaudi aux passages concernant les Alliés et surtout la France, passa

¹Déclarations faites par Iorga au colonel Anderson, chef de la Mission américaine, le 19 septembre; *ibid.*, pp. 248-249.

²Voy. le chapitre *Evolution politique du suffrage universel*.

³L'opposition des Takistes et des partisans du général Averescu avait dénoncé ce général comme ayant été proposé jadis Président du club libéral de Focșani. Cf. l'attitude de Marghiloman, loc. cit.; p. 388.

⁴Voy. le même chapitre cité plus haut, note 28.

sous silence ce qui concernait les conditions dont l'acceptation ou le rejet était laissé au compte des élus, mais non sans souligner le droit de la Roumanie. La résistance fut cependant continuellement nourrie par les libéraux, qui avaient gagné aussi Inculeț et Nistor, ministres des provinces réunies. Collaborateur jusque-là de Brătianu, à Paris, Vaida, même lorsqu'il se montrait disposé à signer cet acte, -recommandé chaleureusement par Iorga, «comme étant la seule décision possible», ne pouvait pas oublier les humiliations subies au cours des discussions avec les chefs des grands Alliés. Et Maniu croyait que, si les États ne peuvent pas s'entendre, on pourrait tenter un accord d'une nation à l'autre, par l'envoi dans ce sens, à Paris, d'une délégation du Parlement¹. Enfin, le chargé d'affaires de France, Cambon, montrait en particulier que tout pouvait s'arranger, – car il était question seulement d'une «déclaration» sur la signature, après laquelle viendraient «les formules» – que le retrait des troupes sur la Tisza devait être accepté, mais on n'imposait pas de ternie, ajoutant que l'amiral Horthy, nouveau régent à Budapest, où l'occupation roumaine n'avait pas pu influencer dans le sens de la formation d'un gouvernement plus traitable, n'était pas capable d'attaquer; il n'oubliait pas d'observer aussi que «la résistance» mettrait en discussion la situation des Roumains en Bessarabie, où ils ne sont que «tolérés». En même temps, les Serbes, eux aussi atteints par des conditions désagréables, s'approchaient du moment de la signature².

Mais, sans la déclaration qu'il avait l'intention de présenter, le gouvernement Văitoianu donna sa démission, le 28 novembre, sur cette question des conditions, pour rédiger ensuite une note qui dut être refaite³.

Dans la crise qui s'était ainsi ouverte les Transylvains auraient voulu plutôt un gouvernement Iorga, sur la base du «bloc», dont on parlera plus loin, pour prendre sur lui la responsabilité de la signature. Comme cette proposition répétée ne fut pas acceptée, pas plus que celle qui fut faite par Inculeț, Maniu essaya de tergiverser; et il allait jusqu'à l'idée qu'il se pourrait qu'après le refus définitif de la Roumanie, les ministres des grands Alliés quittent le pays⁴. Dès le début même de décembre, il dut admettre cependant la signature, déclarant en particulier qu'il y avait crû dès le commencement, mais n'avait pas voulu qu'on croit que de pareilles conditions devaient être acceptées immédiatement. Le même jour, et en dépit de la note Văitoianu, le roi lui-même accepta la seule solution possible, et il ajouta en plaisantant que tout le conflit était venu «des deux boucs qui s'étaient cogné les cornes»: Brătianu et Clémenceau, mais «la pilule amère avait été ointe aussi

¹*Ibid.*, p. 274.

²*Ibid.*, p. 276. Goldiș croyait que Horthy attaquerait dans un mois; *ibid.*

³*Ibid.*, p. 281.

⁴*Ibid.*, p. 280.

d'amertume»¹. Mais Maniu, dont la qualité de chef des Transylvains ne s'appuyait sur aucune élection, préféra passer la main à Vaida qu'il supposait être plus apte à une pareille mission, aussi à cause de l'horizon plus vaste et surtout de la connaissance des choses d'Occident qu'il avait gagnée récemment à Paris. Dans le programme qui fut lu au Parlement, le nouveau président du Conseil [Alex. Vaida-Voevod], excusant la signature, appuya sur le fait que, dans toutes les circonstances, la primauté appartient à la vitalité d'une nation. L'opinion contraire, énoncée dans un grand discours, qui dura deux séances, de la part de Jean Brătianu, fut un acte d'accusation contre ceux qui auraient voulu expressément, non pas imposer leur autorité envers un pays plus petit, resté récalcitrant, mais chercher l'humiliation de la Roumanie, et il reviendra à l'assaut. Au Sénat, Pherekyde provoqua un grand tumulte quand il voulut montrer que, par la signature, le roi n'a plus cette couronne souveraine qui lui avait été donnée par la nation. Et le roi lui-même, répondant à l'adresse de la Chambre, eut des paroles dures pour les Alliés.

Aussitôt après, pour résoudre la question de Bessarabie, Vaida partit en Occident, et ses visites à Paris et à Londres lui gagnèrent les sympathies qui étaient nécessaires pour obtenir une reconnaissance de la situation roumaine dans le pays au-delà du Pruth. Mais, rencontrant de la résistance de la part de Lloyd George, qui était d'avis que c'était une question à résoudre entre Roumains et Russes, il demanda l'appui de Millerand². L'acte de reconnaissance n'était pas encore le traité, qui viendra seulement après que les troupes roumaines se seront retirées de Hongrie. Deux signatures manquaient: celle de l'Italie et celle du Japon³.

Sous prétexte de discuter la question des prisonniers roumains, le président du Conseil envoya à Copenhague un écrivain, Démètre Ciotori, pour chercher à s'entendre avec les bolcheviques eux-mêmes⁴. Comme le général Prezan croyait qu'en cas d'attaque de leur part on ne pourrait pas opposer une longue résistance, il était aussi pour la paix que Tchitcherine [Cicerin] offrait⁵. Le 6 mars 1919, le

¹Déclarations du roi à Iorga; *ibid.*, pp. 282-283. Brătianu déjà avait rompu l'entente pour que des vaisseaux français viennent draguer des mines dans la Mer Noire; *ibid.*, p. 293. Vintilă Brătianu combatta le projet concernant les «wagons britanniques»; *ibid.*, p. 304.

²Lettre de Vaida; *ibid.*, p. 336. Le germanophile furieux qu'était le secrétaire aux Affaires étrangères, N. Docan, maintenu par tous les régimes, et qui promettait de laisser ses collections au Musée de Budapest, arrêta cependant quelque temps la nouvelle du succès.

³[Cf. Vasile Stoica, «Mizeriile unei ratificări», art. dans «Câmpia Libertății», I, nr. 3 1944]. Note éd.

⁴*Ibid.*, p. 333.

⁵*Ibid.*, pp. 345-346. Il fut question à un certain moment d'une mission d'Incuț par Paris et Copenhague. Le ministre roumain à Varsovie reçut l'ordre de participer aux discussions des Russes avec leurs anciens sujets; *ibid.*, p. 446.

Parlement célébrait la reconnaissance de l'Union avec la Bessarabie, aux habitants paysans de laquelle on était sur le point d'accorder une large loi d'appropriation (10-11)¹.

Quelques jours après cependant, le gouvernement Averescu s'installait et le Parlement était dissous².

Ceci se passait à un moment où la frontière même de la Transylvanie n'avait pas été assurée, car les Hongrois s'efforçaient de conserver au moins Satu Mare³. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, le romancier Duiliu Zamfirescu, se montrait totalement désorienté en ce qui concerne la vraie religion des Saxons qu'il supposait catholiques, et les frontières du Maramourech, qui étaient encore en discussion. Elu président de la Chambre, cet ancien germanophile glissa dans son discours que le moment viendrait où les Alliés ne seraient plus des alliés.

La situation extérieure restait donc assez incertaine. Par la marche des bolcheviques contre Varsovie le sort de la Pologne arrivait à être en discussion. Entrant dans le ministère après les élections, Take Ionescu, influencé par des conseils d'Occident et représentant d'une politique d'alliance assurée, se montra disposé à accorder aux Polonais menacés, bien qu'aucun acte d'alliance n'existât avec eux, un secours militaire, ce qui déplut à la majorité; et, dès le début, sur la question de l'orientation extérieure, une différence nette et absolue se produisit entre le chef du gouvernement et celui qui, ne pouvant pas, à cause de son manque de popularité personnelle, prendre lui-même le pouvoir, ne se sentait lié par aucun point de programme à l'homme envers lequel il se considérait comme un collaborateur sur le même plan, et non pas comme un subordonné, ni comme un client. Dans cette question cependant, comme dans toutes les autres, il avait contre lui, par instinct plutôt que par conviction, le roi lui-même. Comme de plus en plus il s'avérait que les orateurs manquaient dans ce Parlement de médiocres, il n'avait été invité à opter pour cette collaboration, due pour tenir tête – ce qu'il fit du reste avec une parfaite loyauté – aux attaques violentes de l'opposition⁴.

Avant cette résistance improvisée des Polonais, conduite par l'énergie du président Pilsudski, le créateur même de cette nouvelle Pologne, avec le concours patriotique de la population, mais non moins aussi grâce aux conseils du général français Weygand, ce qui amena le rejet de la cavalerie russe en marge même de la capitale, la crainte d'une attaque russe se dessina aussi à la frontière de la

¹Cf. *ibid.*, pp. 354, 356.

²Voy. le chapitre suivant.

³Déclarations de Lapedatu; Iorga, ouvr. cité, III, p. 9.

⁴La majorité, au fond germanophile, ayant aussi l'appui de Marghiloman, accusait le passé de germanophilie de Vaida lui-même; *ibid.*, pp. 47-48.

Bessarabie: elle était attendue par le ministre de la Guerre lui-même, le général Rășcanu, pour le mois d'août. De fait, dans la situation où ils se trouvaient, n'étant reconnus par personne, les bolcheviques étaient prêts à négocier avec le gouvernement roumain, où il l'aurait voulu, assurant qu'il n'aurait pas à le regretter; ceci impliquait cependant l'abandon du projet polonais et le refus de la demande formelle faite par les Anglo-Français. Le roi avait été consulté sur ce point, et le souvenir des offenses venues des grands Alliés le rendait indécis. Plus décidés se seraient montrés maintenant, par-dessus leur politique récente, les libéraux, qui auraient cependant posé des conditions. On arriva ainsi seulement à la déclaration du 9 août faite par le président du Conseil qui, niant toute demande de la part de quiconque, d'un secours militaire, se bornait à déclarer que les Roumains sauront défendre leurs frontières. De fait, à un certain moment on avait cru nécessaire d'évacuer Hotin, et certaines personnes croyaient qu'on ferait de même pour Cetatea Albă.

*Il était évident que la nouvelle Roumanie n'était pas consolidée, pas même par des rapports extérieurs*¹. Les Anglo-Français s'adressaient à elle seulement à des moments de grande nécessité², – ainsi le maréchal Joffre fut envoyé à Bucarest, – pendant que les Anglais étaient suspectés de vouloir faire de Sulina, aux bouches du Danube, un nouveau Chypre. D'un autre côté, il ne pouvait pas être question, pour la Roumanie, d'une conciliation réelle avec ses anciens ennemis hongrois.

On a même cru qu'au moment décisif on n'aurait pas, avec une armée diminuée par une démobilisation démagogique jusqu'au chiffre de 180.000 hommes, les forces nécessaires. La question du Banat³ et le souvenir du conflit de Paris, empêchaient une entente cependant nécessaire avec la Yougoslavie. Et malgré les anciennes propositions faites à Jassy par Masaryk, maintenant président de la République Tchécoslovaque, les relations avec le nouvel État étaient presque inexistantes, pendant ces jours du mois d'août, quand le professeur Edouard Bénès, l'homme le plus influent après le président de la république, apparaissait à Bucarest pour des tentatives d'alliance. Zamfirescu l'offensa, en parlant, dans le discours par lequel il l'accueillait à la Chambre, du talent musical des Tchécoslovaques. Mais le roi, qui connaissait bien la situation intérieure de ce pays, avec le danger social des agitations allemandes et la propagande séparatiste du clergé catholique chez les Slovaques⁴, lui offrit un dîner et le traita avec une attention toute particulière⁵. Quand ensuite on fit aussi au Parlement la réception

¹Offres du démocrate hongrois Oscar Iàszl., *ibid.*, pp. 83-84.

²Paléologue avait préparé un traité franco-bulgare; *ibid.*, p. 79.

³Take Ionescu montrait s'être entendu à Belgrade pour un échange de communes; *ibid.*, p. 168.

⁴Ses déclarations; *ibid.*, p. 63.

⁵*Ibid.*, pp. 59-60. Conversation avec Bénès, en mai 1923; *ibid.*, p. 81.

de Joffre, Jean Brătianu avait le droit de parler, par-dessus le conflit pour «les conditions», du mérite d'avoir conclu le traité avec ceux dont, la Roumanie sous l'influence de Take Ionescu, se rapprochait de nouveau¹.

Mais sans demander à la Roumanie un sacrifice, auquel elle ne se serait pas facilement décidée, la victoire polonaise se produisit². En échange, sur la base des discussions avec Bénès, «*la petite Entente*», baptisée de cette façon par Take Ionescu, s'était formée au grand mécontentement des Polonais³. Le roi tarda cependant à signer le traité⁴, et Jean Brătianu dira publiquement, dans le Banat, qu'il faut revenir à l'idée du Banat intégral⁵. En ce qui concerne les Tchécoslovaques, *l'ignorance du gouvernement leur fit obtenir, sans aucune condition ni garantie, pour ce qu'ils appelaient les «Russes subcarpathiques», qui leur avaient été confiés, les si beaux villages roumains historiques, comme Apșa, le berceau de la grande famille des Mihalyi*⁶.

La dualité dans un ministère compromis empêchait de conclure quelque chose avec les Soviets⁷. Mais, en rapport avec l'ami de Take Ionescu, l'avocat intelligent, inventif et, avant tout, extraordinairement personnel, *Nicolae Titulescu*, qui poursuivait depuis longtemps une politique propre qui se serait intitulée radicale, *on négociait, par Ciotori, avec Krassine [Krasin], envoyé par les Soviets*⁸. Ciotori viendra à Bucarest et ira officiellement à Reval; Averescu déclarant qu'il n'y a pas d'autre entente avec la Pologne que la convention pour deux ans, qui assurait la défense commune contre une attaque russe⁹.

Alors, en mars 1921, se produisit le coup risqué de l'ancien empereur et roi Charles, qui revint réclamer son trône à Budapest. Take Ionescu s'empressa de déclarer que l'acceptation de ce fait accompli serait impossible. Et le roi lui-même

¹*Ibid.*, pp. 60-61.

²Voy. la description due à l'attaché militaire roumain, le colonel Dimitrescu; *ibid.*, pp. 79-80.

³*Ibid.*, p. 67. Aussi la visite à Prague du dr. Lupu; *ibid.*, pp. 69-70. Voy. aussi les déclarations du chargé d'affaires polonais, Morawski; *ibid.*, p. 70. Voyage sans but du ministre des Affaires étrangères; ouvr. cité, p. 89. Take Ionescu était prêt à s'embarquer dans une représentation militaire des Roumains en Arménie; *ibid.*, pp. 100-101, 102 (refus du roi).

⁴*Ibid.*, p. 141.

⁵Cf. l'attitude à Paris de Take Ionescu qui avait été disposé à des concessions et d'Octavian Goga, intransigeant en sa qualité de Transylvain; *ibid.*, p. 131. Sur la signature des traités, Take Ionescu voulant d'abord celui avec la Tchécoslovaquie, ses déclarations; *ibid.*, p. 195.

⁶*Ibid.*, p. 177.

⁷Déclaration du roi; *ibid.*, pp. 102-103.

⁸*Ibid.*, pp. 107-108. Ciotori parlait d'une «convention de neutralité» avec les Soviets, qui aurait été conclue de fait en février, et non plus par Take Ionescu, qui avait déclaré que la Roumanie était en guerre avec la Russie. En même temps, le colonel canadien Boyle, chargé par la Cour, négociait avec les (Russes) Blancs; *ibid.*, p. 108. Observations du général Popovici sur le manque de mesures militaires en Bessarabie; *ibid.*, p. 113. Mais le roi se déclarait rassuré; *ibid.*, pp. 115-116.

⁹*Ibid.*, p. 130.

déclarait en particulier que, tant que les États successoraux ne seraient pas consolidés, il ne pourrait pas être question de cette acceptation, d'autant moins que le régent Horthy avait été amené à déclarer qu'il ne reconnaissait pas «la mutilation» de son pays. Le Habsbourg devra donc partir aussitôt, Horthy n'étant guère disposé à lui céder la place¹.

Dans ces circonstances, Take Ionescu qui croyait le bolchevisme fini², vainquit Averescu en ce qui concerne les alliances et, sans abandonner une base qui demandait à être d'abord renforcée, il signait aussi le traité défensif avec la Pologne qu'était venu demander le ministre des Affaires étrangères de la République, le prince Sapieha. Il était question pour le moment, seulement de cette défense en commun, contre l'attaque russe, mais en y ajoutant que les deux parties se communiqueraient les nouveaux pactes qu'elles concluraient, ayant le droit de conserver leurs anciennes alliances, comme appui de la situation créée par des traités, entre autres le traité de la Pologne avec l'Angleterre. En ce qui concerne l'intrus qu'était le Habsbourg, les Polonais pourraient intervenir comme médiateurs: *la Petite Entente ne pouvait pas le tolérer, mais on demanderait aussi l'opinion des grands Alliés*. De fait, comme dans le gouvernement roumain il y avait deux directions, il fallut l'opposition irréductible faite par Prague et par Belgrade pour le départ de Charles de Habsbourg.

¹Un conflit se produisit aussi avec le roi au sujet de la taxe sur les marchandises allemandes qu'on lui avait imposée; *ibid.*, p. 148. Au Sénat, le socialiste boucovinien Grigorovici s'écriait: «Vive l'Allemagne»; *ibid.*, p. 149. Et Mathieu Cantacuzène, depuis longtemps démissionnaire, faisait une démonstration pour les Allemands; *ibid.*

²*Ibid.*, p. 154.